

La vision de la question palestinienne n'est plus liée à l'autodétermination, mais à la lutte contre le terrorisme

23 juin 2017



Pour Alain Gresh, la guerre de 1967 a marqué un tournant majeur dans le paysage politique et social de l'Hexagone.

Propos recueillis par Samia MEDAWAR

Il y a cinquante ans, la guerre des Six-Jours faisait les ravages que l'on connaît dans la région. L'impact de la défaite des pays arabes face à Israël se fait toujours ressentir aujourd'hui. C'est cet épisode sombre de

l'histoire de la région, ainsi que les relations bilatérales et si particulières qui unissent la France à l'État hébreu qu'Alain Gresh – journaliste, auteur et directeur du média en ligne Orient XXI – et la dessinatrice Hélène Aldeguer mettent en scène dans *Un chant d'amour : Israël-Palestine, une histoire française**, aux éditions La Découverte, et qui vient de paraître. Sous forme de dessins, les auteurs retracent, depuis le conflit de 1967, les relations entre la France et Israël, rapportant fidèlement les propos des protagonistes de l'époque. Rien n'est inventé ni romancé.

Qu'est-ce qui vous a poussé à adopter le format assez particulier de la bande dessinée ?

Au départ, il y avait l'idée de toucher un public différent, qui ne serait pas forcément le public habituel qui lit des livres politiques. En France, depuis plusieurs années déjà, le journalisme en bandes dessinées est un phénomène qui se développe pas mal. Je parle de mettre ensemble un journaliste et un dessinateur, et de faire des articles politiques, sous forme de récit en images.

En travaillant, il y a autre chose qui m'a frappé. Parfois, il est vrai qu'avec des images on peut dire des choses très fortes, en peu d'espace si je puis dire. Par exemple, quand on a reproduit la une du journal *France-Soir*, qui a paru le 5 juin 1967, et qui dit que les Égyptiens ont attaqué Israël. C'est une manière de traduire le climat antiarabe qui régnait en France à l'époque. On n'a pas besoin de long discours pour le montrer. Cette image le montre très clairement. Les images peuvent être très fortes quand on sait les utiliser.

Les couleurs aussi, d'ailleurs...

Tout à fait. C'était l'idée de (la dessinatrice) Hélène Aldeguer de faire les Israéliens en bleu, les Palestiniens en rouge, d'utiliser beaucoup de noir, et de se limiter à ces couleurs. C'est un choix esthétique et qui fonctionne assez bien.

Vous avez choisi de vous pencher sur une question assez précise, la relation entre la France et Israël. D'où vient la particularité de cette relation depuis la création de l'État hébreu ?

Le livre couvre la période d'après la guerre de 1967, pour des raisons simples. D'abord, cette guerre est un tournant dans l'histoire de la région, et de l'histoire de la question palestinienne. C'est également un tournant de la relation de la France avec Israël. Dans les années 1950, le principal allié de la France dans la région était Israël. C'est la France qui fournissait l'essentiel de l'armement de l'armée israélienne ; c'est elle également qui va lui fournir les éléments pour bâtir ses bombes atomiques.

Une évolution dans les relations bilatérales avait déjà pu être observée, mais 1967 marque une rupture, à cause de la position très particulière du général de Gaulle. Je savais déjà que sa position avait été impopulaire, mais, en faisant mes recherches, j'ai été surpris : je n'avais jamais imaginé à quel point il avait été isolé, y compris dans sa famille politique, la plupart de ses membres étant à l'époque pro-israéliens. Toute la classe politique, à l'exception du Parti communiste, qui à l'époque est encore une force importante, était pro-israélienne. Tous les médias font une propagande pro-israélienne, et surtout antiarabe. Tout le vocabulaire et tous les propos tenus dans le livre, et c'est important de le savoir, sont véridiques, rien n'a été inventé. Tout a été pris des journaux de l'époque, des déclarations officielles, des mémoires des uns et des autres.

Cette haine antiarabe doit être située : on est en 1967, cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie. Il y a l'idée d'une revanche à l'égard des Arabes, qui touche une partie de la droite française notamment, mais aussi les socialistes.

Peut-on donc affirmer que cette position gaullienne bouleverse non seulement le paysage politique français, mais également l'ensemble de la société ?

Oui, certainement. En 1967, on a une vraie émotion de la population française. Il y a une peur en faveur d'Israël, des dizaines de milliers de gens qui manifestent. On met en scène Serge Gainsbourg, à qui

l'ambassade d'Israël commande une chanson – il va écrire *Le sable et le soldat* –, alors que Gainsbourg est totalement apolitique ! Cela montre cette espèce d'émotion et de sentiment pro-israéliens, qui vont durer relativement longtemps. En reflet, cela montre le courage de la politique que le général de Gaulle adopte, et qui n'est pas une politique électoraliste ou tactique. C'est vraiment une vision à la fois du rôle de la France dans la région, mais aussi de l'avenir même de la région. Il voit très bien les conséquences que vont avoir la guerre déclenchée par Israël et la déstabilisation de la région.

Y a-t-il un moment charnière particulier, dans la politique française, qui a mené à celle que l'on voit aujourd'hui ? Comment expliquer ce « tournant silencieux », comme vous l'appellez ?

La France a eu une politique un peu d'avant-garde au niveau européen, et occidental. Elle a été la première à affirmer le droit des Palestiniens à l'autodétermination et appeler à négocier avec l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine). Tous les présidents successifs jusqu'à Jacques Chirac l'ont adoptée, plus ou moins avec des nuances selon les uns et les autres. Qu'est-ce qui change maintenant et qu'est-ce que ce « tournant silencieux » ? Il n'est pas visible. Si l'on demande aux responsables français, ils vont affirmer que leur position n'a pas changé, qu'ils sont pour un État palestinien, qu'ils sont contre la colonisation. Mais la différence fondamentale n'est pas seulement liée au conflit israélo-palestinien. Après la position prise par la France contre la guerre en Irak en 2003, c'est une espèce d'alignement sur les Américains, la réintégration dans l'organisation militaire de l'OTAN, et l'idée aussi que nous sommes dans un conflit contre le terrorisme, et que, dans cette guerre, Israël est notre allié. Deux choses changent aujourd'hui. Premièrement, contrairement à avant, il n'y a aucun lien entre le comportement israélien à l'égard de la Palestine et les relations bilatérales entre la France et Israël. Avant, on ne pensait pas normaliser totalement les relations avec l'État hébreu si la question palestinienne n'était réglée. Deuxièmement, il n'y a plus une voix de la France. On rappelle dans le livre l'importance de la déclaration de Venise. La France fait adopter par l'Europe une déclaration disant qu'il faut négocier avec l'OLP, qu'il faut le droit à l'autodétermination aux Palestiniens, et c'est cette position qui a fait bouger toute la communauté internationale. Aujourd'hui, la France se contente d'être à la remorque des États-Unis, sans aucune idée neuve concernant le conflit israélo-palestinien.

Ce qui est un peu paradoxal, vu qu'elle était à l'avant-garde du soutien aux Palestiniens...

Tout à fait. Ce tournant dont je parlais a été pris par Nicolas Sarkozy, accentué par François Hollande. Il y a beaucoup de raisons qui ont contribué à ces changements, comme aussi la disparition de la génération gaulliste, l'affaiblissement du Parti communiste, la question du terrorisme, etc. Aujourd'hui, la vision de la question palestinienne n'est plus une question d'autodétermination, mais de lutte contre le terrorisme. Tout cela a joué dans ce tournant de la politique française.

Lire aussi : [L'Orient le Jour](#)

- **Emplacement** : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Agir](#) > [Campagnes](#) > [Palestine, 100 ans de dépossession : la campagne 2017](#) > [Les thématiques mensuelles et leurs outils](#) > [juin 2017 : 50 ans d'occupation et 10 ans de blocus à Gaza](#) >
- **Adresse de cet article** : <https://plateforme-palestine.org/La-vision-de-la-question-palestinienne-n-est-plus-liee-a-l-autodetermination>